

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-cinquième Législature, première session

1995, chapitre 35

LOI SUR CERTAINES MESURES RELATIVES AUX SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

Projet de loi 70

Présenté par Madame Pauline Marois, ministre responsable de la Famille

Présenté le 29 mars 1995

Principe adopté le 6 avril 1995

Adopté le 21 juin 1995

Sanctionné le 22 juin 1995

Entrée en vigueur: le 22 juin 1995

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 35

Loi sur certaines mesures relatives aux services de garde à l'enfance

[Sanctionnée le 22 juin 1995]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Permis

1. Aucun permis de service de garde en garderie ou d'agence de services de garde en milieu familial ne peut être délivré en vertu de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1) pour toute demande produite après le 28 mars 1995 et avant le 29 mars 1996, sauf s'il s'agit de renouveler un permis en vigueur le 29 mars 1995 ou de délivrer un permis à l'acquéreur d'un service ou d'une agence déjà exploité par une personne titulaire d'un tel permis.

Dispositions
non
applicables

Les articles 20, 21 et 42 de la Loi sur les services de garde à l'enfance ne s'appliquent pas au refus, par l'Office des services de garde à l'enfance, de délivrer un permis en application du présent article.

Restrictions

2. Pour les années 1994-1995 et 1995-1996, aucune nouvelle place donnant droit à une exonération, une aide financière ou des subventions ne peut être déterminée par le gouvernement en vertu de l'article 41.7 de la Loi sur les services de garde à l'enfance pour les catégories de services ou d'agences visées aux paragraphes 1°, 2° et 3° du premier alinéa de cet article.

Exonération
de paiement

Les articles 41.3 à 41.5 et l'article 45 de la Loi sur les services de garde à l'enfance ne s'appliquent pas au refus d'exonérer une personne du paiement d'une contribution fixée en vertu des articles 38 et 39 de cette loi en raison de l'application du présent article.

Effet

3. L'article 2 a effet depuis le 29 mars 1995.

Entrée en
vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le 22 juin 1995.